Comptes rendus du colloque Élections américaines 2012
Montréal, 22 mars 2012

CRISTINA ANNUNZI, MARIE-ÈVE BRASSARD, GABRIELA ECHELARD-SANTAMARIA, AXEL FOURNIER, LAURENCE MCCAUGHAN, GEORGIA SARANTONIS, ANNE-SOPHIE VILLENEUVE
Étudiants au Collège André-Grasset

Sous la direction de :

KARINE PRÉMONT
Professeure au Collège André-Grasset et membre de l'Observatoire sur les Etats-Unis, UQAM

Ce colloque, organisé conjointement avec le Ministère des Relations internationales du Québec et le Consultat des États-Unis à Montréal, visait à évaluer l'impact des présidentielles américaines de 2012 sur les États-Unis et le Québec. Alors que les présidentielles de 2008 ont incité plusieurs Canadiens et Québécois à se demander « pourquoi n'avons-nous pas notre propre Barack Obama? », le premier mandat d'Obama illustre qu'il lui a été difficile de changer le visage de l'Amérique et de réaliser plusieurs promesses. L'insatisfaction des Américains à l'égard d'Obama était telle que les républicains ont enregistré des gains historiques lors des élections de mi-mandat de novembre 2010, remportant six sièges au Sénat, autant de postes de gouverneurs et 63 sièges à la Chambre des représentants.

Les résultats des élections de 2010 soulevaient plusieurs questions qui ont été abordées lors de ce colloque : comment expliquer le grand retournement électoral de 2010 et la volatilité de l'électorat américain au lendemain de la victoire d'Obama en 2008? Qui remportera les primaires républicaines de 2012 et quelles sont les chances des républicains de vaincre Obama? Quelle sera l'influence du *Tea Party* sur les élections de 2012? Forcera-t-il le parti républicain à tenir un discours plus jusqu'au-boutiste? Les républicains pourront-ils obtenir l'appui des modérés et des indépendants s'ils adoptent un tel discours? Quels seront les grands enjeux de politique intérieure et de politique extérieure de ces élections? Quel sera l'impact de ces élections sur le Québec? Comment influenceront-elles les relations entre le Québec et les États-Unis sur des enjeux comme la frontière, l'économie, l'énergie, le train à grande vitesse, etc.? Quelles autres élections (au Congrès, aux postes de gouverneurs, etc.) pourraient avoir un impact sur le Québec?

PREMIER ATELIER – PRIMAIRES REPUBLICAINES
Expliquer les résultats et évaluer leur impact sur l'avenir du *Grand Old Party*

Rapporteurs : Marie-Ève Brassard et Axel Fournier

Sans aucun doute, les élections de 2008 (présidentielles) et de 2010 (législatives) sont toutes deux, bien que de manière différente, historiques. L'une par l'élection d'un président afro-américain et l'autre par le plus grand nombre de sièges remportés par les républicains depuis 1946, a affirmé Frédérick Gagnon, le directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Cependant, les primaires républicaines de 2012 marquent elles aussi l'histoire

à leur façon à cause de l'incapacité d'identifier, à ce moment dans la course, un candidat favori. Le premier panel concernait donc ces primaires, pour le moins imprévisibles, et permettait une meilleure anticipation des résultats de ces courses. Trois panélistes y participaient : Dante Scala, chercheur au *Carsey Institute* et professeur en science politique à l'Université du New Hampshire; Sean Trende, analyste électoral senior pour le site internet *Real Clear Politics*; et Kate Zernike, correspondante nationale au *New York Times* et spécialiste du *Tea Party*.

- **Brothers in Moderation : John McCain and Mitt Romney's Road to the Republican Nomination** - Dante Scala, chercheur, Carsey Institute, et professeur en science politique, Université du New Hampshire

Professeur associé au Département de science politique de l'Université du New Hampshire, Dante Scala a exposé le fruit de son travail le plus récent en attirant l'attention sur les similitudes entre la campagne électorale américaine de 2008 et celle de 2012. Plus précisément, Monsieur Scala a fait état, tout au long de sa conférence, des ressemblances entre certains candidats aux primaires républicaines passées et présentes en dressant un portrait de l'appui de la population américaine envers lesdits candidats. Notamment, il a établi un parallèle entre John McCain (faisant référence à sa candidature en 2008) et Mitt Romney (de 2012) en les qualifiant tous deux de modérés de centre droit, et ce, malgré la prise de position parfois ambivalente de Romney. C'est en utilisant sa théorie de la *Bracketology* que le Docteur Scala a remarqué que les deux candidats à l'investiture républicaine recevaient un appui semblable des républicains libéraux et modérément conservateurs. Selon lui, Mitt Romney récolterait, en 2012, l'appui précédemment réservé à John McCain en 2008. Effectivement, la théorie en question vise à classifier les candidats selon l'appui populaire qu'ils reçoivent ainsi que selon l'appui de différents États clés. Toujours selon Scala, le vote lors des primaires serait fortement marqué par le résultat du New Hampshire et de l'Iowa ainsi que par les 100 premiers jours lors desquels une erreur peut être fatale. Par la suite, les candidats moins sérieux sont éliminés, ce qui laisse place à la « vraie » course, parfois à deux, mais le plus souvent à candidats multiples (surtout depuis 1980). Le gagnant sera ultimement sélectionné parce qu'il aura réussi à rallier à sa cause le plus grand nombre de *Brackets*.

- **Explaining the Results of the Republican Primaries (so far) : Why Such a Contested Race and What it Tells us about the GOP –** Sean Trende, analyste électoral senior, Real Clear Politics

L'analyste électoral Sean Trende a tenté d'expliquer pourquoi l'élection primaire du parti républicain de 2012 était jusqu'à maintenant aussi serrée et ce que cela signifiait pour le *Grand Old Party* (GOP). D'entrée de jeu, M. Trende a déclaré que même si Mitt Romney semblait le meilleur candidat, il lui était virtuellement impossible de remporter la majorité des délégués à ce moment de la course, puisque seuls 1145 délégués avaient été alloués jusqu'à présent (alors qu'il en faut 1144 pour devenir candidat officiel du parti). Cette situation résulte d'un changement dans le calendrier des primaires républicaines. Contrairement aux scrutins antérieurs, 2012 a vu moins d'États voter lors du Super Mardi, donc moins de délégués ont été attribués. Selon Sean Trende, ce «retard» s'explique par le fait que les républicains s'attendaient à voir de gros canons se présenter (comme Jeb Bush) et voulaient une longue course pour faire durer le suspense plus longtemps, à l'instar du duel Clinton/Obama de 2008. En outre, l'idée d'accorder les délégués de façon proportionnelle au lieu du traditionnel système du «winner-take-all» s'inscrit dans l'idée de

faire durer la course. Cependant, les vedettes ne sont pas au rendez-vous et les républicains doivent assister à une longue course entre Mitt Romney et Rick Santorum…

Cette course s'étirant plus que d'habitude met en lumière les divisions au sein du parti républicain. Or, Sean Trende remarque une fracture géopolitique claire durant les primaires républicaines. Mitt Romney domine les États industriels du Nord-est et les Rocheuses (où sont concentrés les mormons), tandis qu'il peine à remporter des succès au Sud de la ligne Mason-Dixon (sauf dans les grandes villes et leurs riches banlieues). De son côté, Rick Santorum remporte souvent les comtés ruraux, particulièrement ceux avec une forte présence chrétienne évangélique. Quant à Newt Gingrich, il n'a obtenu que quelques victoires dans le Dixieland, et est incapable de percer dans les autres régions. Ainsi, M. Trende a expliqué qu'il était relativement facile de prévoir les résultats des primaires dans chaque comté en analysant quelques variables démographiques. Les électeurs évangéliques, particulièrement conservateurs, n'ont pas de coreligionnaire dans la course (contrairement à Mike Huckabee en 2008), mais préfèrent nettement un catholique conservateur tel Santorum à un mormon comme Romney. La situation actuelle au parti républicain n'est pas sans rappeler la primaire démocrate de 2008 où Hillary Clinton continuait de remporter des victoires dans les États blancs et ruraux, malgré le fait qu'Obama avait déjà remporté la majorité des délégués.

Sean Trende croit que les électeurs anti-Romney vont poursuivre leur lutte, au moins jusqu'à la primaire de la Californie, mais ce candidat détient une avance telle au chapitre des délégués qu'il ne devrait pas être rattrapé par aucun de ses rivaux individuellement. Cependant, cela ne signifie pas que le tandem Gingrich/Santorum n'a plus de raison de se battre. Au contraire, les candidats plus conservateurs peuvent encore tenter d'empêcher Romney d'avoir la majorité absolue des délégués à la convention du parti. Toutefois, même si Romney est candidat, M. Trende croit que les électeurs conservateurs et évangéliques vont tout de même reporter leurs voix sur le républicain afin d'empêcher la réélection d'un Barack Obama (qu'ils détestent encore plus en raison de ses politiques plus libérales).

- **The Tea Party : How it is Changing the GOP and How it influences the Elections** – Kate Zernike, correspondante nationale, New York Times

Correspondante nationale au *New York Times*, Kate Zernike a partagé les grandes lignes de son plus récent ouvrage : *Boiling Mad : Inside Tea Party America*. Elle a expliqué le pourquoi de la popularité du *Tea Party* en 2010 et comment une telle chose a-t-elle été possible, ainsi que la place que ce parti occupera dans les élections présidentielles de 2012. Notamment, la journaliste a établi une forte corrélation entre l'insatisfaction des électeurs de droite en ce qui concerne les politiques plus à gauche ou même de centre de Barack Obama et la montée en flèche de la popularité du *Tea Party*. À ce titre, Madame Zernike a affirmé que plusieurs Américains se sentent menacés par ses politiques, jugées trop à gauche. Ceux-là se tournent alors vers un mouvement de droite qui semble plus charismatique, voire même « séducteur ». Cependant, Kate Zernike a nuancé ses propos sur cette popularité quasi instantanée en précisant qu'un nombre important de partisans dudit mouvement en 2010 ne s'entendaient pas au sujet de ce que représente, en termes de positionnement politique, le *Tea Party*. Ainsi, la droite et l'extrême droite se côtoyaient sans le savoir. Aussi, ces mêmes partisans représentaient environ 40% des membres du Parti républicain en 2010. Pour ce qui est de 2012, Mme Zernike a insisté sur le fait que même si le *Tea Party* n'est pas aussi visible et aussi souvent évoqué dans les médias qu'en

2010, il est toujours présent et actif, mais cette fois à un niveau plus local afin d'ultimement faire son chemin jusqu'aux plus hautes sphères de gouvernance.

DEXIEME ATELIER – QUI GAGNERA ET QUELS SERONT LES ENJEUX DE 2012 ?

Rapporteurs : Gabriela Echelard-Santamaria et Georgia Sarantonis

- ***Back to the Future: History As Guide to the 2012 Presidential Race*** - Thomas Whalen, professeur en sciences sociales, Boston University

Un historique des succès et des échecs des présidents américains depuis 1900 est de mise afin de mieux comprendre les enjeux de la course électorale d'aujourd'hui. Des difficultés peuvent surgir à l'intérieur même d'un parti, puis influencer la performance du représentant de celui-ci et profiter au parti adverse. Par exemple, en 1912, le républicain William Taft, est au centre d'une division entre progressistes et conservateurs à l'intérieur de son parti. Cela prépare le terrain à l'élection du démocrate Woodrow Wilson. De son côté, le républicain Herbert Hoover doit affronter les difficultés de la Grande Dépression. Cependant, il devient impopulaire en raison de son attitude dite indifférente à l'égard du peuple américain aux prises avec la crise, ce qui explique la victoire du démocrate Franklin D. Roosevelt lors des élections suivantes.

De son côté, Gerald Ford, un républicain, met en place des mesures économiques plutôt inefficaces pour diminuer le taux d'inflation, alors de 7%. Sa politique du « Whip Inflation Now » (WIN), qui demande aux consommateurs de limiter leurs dépenses le rend impopulaire. En outre, le caractère de plus en plus conservateur du parti républicain ne coïncide pas avec celui de Ford, qui se trouve en bons termes avec les démocrates. Résultat, il perd sa popularité au sein de son parti et c'est Jimmy Carter, candidat démocrate, qui en profite en remportant la présidentielle de 1976. Cependant, quatre ans plus tard, la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran nuit au président Carter. Il se sert d'abord de la diplomatie pour régler la situation, mais finit par entamer une mission de secours se soldant par un échec. À l'intérieur du Parti démocrate, le président sortant subit la forte opposition de Ted Kennedy, qui le juge trop conservateur. Reagan tire profit de ces difficultés et remporte les élections présidentielles suivantes.

Pour finir son tour d'horizon des présidents sortants battus, M. Whalen a fait référence à l'élection de 1992. À l'époque, Ross Perot, le candidat d'un troisième parti aux élections présidentielles, représente une menace pour George H. Bush. Il dénonce l'incapacité de Bush à régler le problème du déficit et arrive à diviser le vote républicain, ce qui facilite la victoire du démocrate Bill Clinton. Bref, on peut voir que les raisons principales pour lesquelles les présidents ne sont généralement pas en état d'affronter l'opposition dans les élections fédérales sont surtout la mauvaise situation économique et la friction au sein même du parti. On remarque aussi que la politique étrangère a rarement joué un rôle déterminant dans les élections, sauf pour Jimmy Carter en 1980. Pour ce qui est de la campagne électorale actuelle, Thomas Whalen prédit que, d'une part, Barack Obama, bénéficiant de l'appui unifié du Parti démocrate, se trouve en bonne position. Le professeur Whalen dit aussi que si le taux de chômage tombe sous la barre des 8%, Obama aura réussi son objectif et risque d'être réélu. D'autre part, M. Whalen dit que Mitt Romney représente le candidat républicain le plus populaire, mais sa religion lui nuira probablement; les citoyens américains ne désirant peut-être pas un président mormon.

- ***"Show me the Money": The Race for Financial Resources and What it Tells us About 2012*** - Sheila Krumholz, directrice exécutive, Center for Responsive Politics (opensecrets.org)

Cette campagne électorale diffère de celles qui la précèdent sur le fait qu'on accorde aux groupes extérieurs, les «Super PACs», le droit de contribuer financièrement à la campagne. Ceci leur permet

d'influencer considérablement le cours de la campagne. Actuellement, une somme de 95 millions de dollars est dépensée par ces groupes; on prédit qu'une somme de 5 ou 6 milliards de dollars sera dépensée au total. Ce sont les entreprises, les syndicats, les associations et les individus qui financent les Super PACs. Seule une infime portion des Américains contribue à ces groupes; moins de 1% de la population donne des sommes variant de 200$ à 5000$. Cependant, on ne connaît pas avec certitude la provenance exacte des dons récoltés. En effet, les données ne sont pas disponibles, ce qui signifie que l'on ne sait pas, entre autres, si cet argent provient des États-Unis ou de l'étranger. Toutefois, on peut d'ores et déjà affirmer que ces groupes joueront un rôle majeur dans le résultat des élections.

- ***Back to Your Barrack! Foreign Policy (this Time) is Not the Issue*** - Charles-Philippe David, titulaire, Chaire Raoul-Dandurand et co-président, Observatoire sur les États-Unis; Professeur titulaire, département de science politique, UQAM

Il s'agit ici d'établir que la politique étrangère n'est pas la principale préoccupation dans cette campagne électorale, bien qu'elle ait déjà joué un rôle significatif durant les élections précédentes. La politique étrangère de Barack Obama depuis 2008 a été généralement bien reçue et a fait preuve de plus de détermination, de réalisme et d'«intelligence» que celle de ses opposants républicains. Elle s'inspire d'influences à la fois démocrates et républicaines. Par contre, la politique d'Obama à l'égard de l'Afghanistan a été la cible de critiques, certains l'accusant d'un laissez-faire, de lenteur au niveau du retrait des troupes et d'une trop grande similarité avec l'administration de George W. Bush. Aujourd'hui, cependant, ce sont les candidats républicains qui, visant plutôt à gagner le vote des radicaux, ont adopté les pires positions en ce qui concerne la politique étrangère. Certains candidats croient que les Palestiniens n'existent pas et sont un peuple inventé (Santorum et Gingrich), que les troupes devraient demeurer en Afghanistan et qu'Obama n'aurait pas dû les retirer d'Irak (Santorum) ou encore qu'une base permanente sur la Lune serait de mise (Gingrich). Reste que si les candidats républicains continuent à mettre en valeur les erreurs d'Obama dans leur campagne, ils pourront peut-être gagner la confiance des électeurs et remporter les élections.

DINER CONFERENCE - RETOUR D'OBAMA OU DES REPUBLICAINS A LA MAISON-BLANCHE?

Rapporteur : Laurence Mc Caughan

- John Parisella, ancien délégué général du Québec à New York

La conférence de monsieur Parisella a débuté avec un retour sur les circonstances entourant l'élection de Barack Obama en 2008. Pris avec une récession économique grave et la crise financière, le taux d'appuis envers le président Bush était d'approximativement 30%. Étant donné qu'un troisième mandat était impossible pour celui-ci, des primaires ont été tenues au sein des deux partis. Les républicains ont alors choisi John McCain, un mal-aimé du parti, comme candidat. Chez les démocrates, les deux postulants sérieux représentaient un vent de changement; d'un côté, une femme (Hilary Clinton) et de l'autre, un Afro-Américain (Barack Obama). La suite de l'histoire est connue, Obama entre en poste en janvier 2009. À ses débuts, son taux de satisfaction frôle les 70%.

La gouvernance ne fut pas de tout repos pour M. Obama. La cohabitation politique y est pour quelque chose ; la Maison Blanche est contrôlée par les démocrates et la Chambre des représentants est à majorité républicaine. Outre cet aspect, l'échec d'Obama dans le dossier du plafonnement de la dette et la montée du *Tea Party* en réponse aux politiques de «gauche» des républicains ont sans doute fait baisser son taux de satisfaction. Mais, M. Parisella a rappelé ceci : «peut-on réellement dire que la Maison Blanche était à gauche lors des quatre dernières années alors la réforme de l'assurance santé du président (*Obamacare*)

force la population à adhérer à une assurance médicale privée et que le gouvernement a investi des milliards dans le secteur automobile afin de garantir sa relance?»

Pour la campagne de 2012, le financement occupe une place centrale. C'est d'ailleurs cet enjeu qui a influencé les primaires républicaines. Des personnalités politiques importantes ne sont pas entrées dans la course à l'investiture pour des raisons financières, notamment Chris Christie. Chez les républicains, c'est la victoire de Romney qui est l'option la plus probable malgré les problèmes de positionnement du candidat. On remarque que lorsque Romney gagne les primaires dans un État, il en profite pour attaquer Obama alors que lorsqu'il perd, il se positionne à droite.

M. Parisella prédit une victoire d'Obama aux prochaines élections. Plusieurs facteurs sont jugés favorables à sa réélection. Tout d'abord, il jouit d'une importante popularité personnelle qui est, en fait, plus élevée que celle de son parti. De plus, même si le recul historique nous permettra de mieux juger, on peut dire que le bilan des quatre dernières années est relativement bon : poursuite des politiques concernant le secteur financier, sauvetage de *General Motors* et assassinat de Ben Laden. De plus, les luttes internes au sein du parti républicain sont favorables à Obama. À ce sujet, Monsieur Parisella conclut que l'animosité des autres candidats envers Romney n'a qu'un but : influencer le programme du parti.

Les enjeux des élections de 2012 sont nombreux, mais plutôt d'ordre économique. Le prix du pétrole, la création d'emplois et l'argent dépensé pour la campagne (et les scandales qui pourraient y être reliés) seront des sujets majeurs. On tend à remarquer que les débats principaux concerneront la direction que le pays doit prendre. Le choix du vice-président pourrait aussi influencer le vote même si historiquement, ce facteur a peu d'impact. Compte tenu de l'importance du vote latino pour les deux partis, il serait possible que Marco Rubio soit le candidat à la vice-présidence du côté républicain. Obtenir le vote des jeunes électeurs latinos représentera le défi pour les républicains alors que pour Obama, ce sera la lutte contre les fausses perceptions et la fiction. En effet, ses adversaires le décrivent autrement que la perception populaire, comme un socialiste. Malgré tout, en date du 22 mars 2012, M. Parisella évalue que les chances de réélection d'Obama sont supérieures à 50%.

TROISIEME ATELIER – CE QUE 2012 SIGNIFIE POUR NOUS. L'IMPACT DES ELECTIONS SUR LE QUEBEC

Rapporteurs: Cristina Annunzi et Anne-Sophie Villeneuve

Le troisième panel du colloque portait essentiellement sur les relations entre le Québec et les États-Unis et l'impact des élections américaines sur ces relations. Les liens canado-américains étant essentiellement de nature économique, les panélistes ont abordé principalement des enjeux de nature commerciale dans leurs présentations. Certains enjeux précis étaient souvent abordés dans les présentations en raison de leur importance pour les relations canado-américaines, notamment ceux concernant les politiques environnementales, le développement du projet de pipeline Keystone XL, les mesures protectionnistes adoptées par le président Obama et la sécurité de la frontière partagée par les deux pays.

- **Évolution récente des relations commerciales entre le Québec et les États-Unis** - Carl Grenier, chargé de cours à l'Université Laval et à l'ÉNAP et membre, Observatoire sur les États-Unis

Le premier panéliste – Carl Grenier, professeur de sciences politiques à l'Université Laval et membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand – a abordé l'évolution des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis et les problèmes ou enjeux inhérents à cette relation. M. Grenier évoque notamment la baisse importante de la part des exportations internationales canadiennes vers les États-Unis dans le PIB canadien, qui est passée de 83,6% en 2002 à environ 67% en 2010. Il

attribue principalement cette chute des exportations à la concurrence accrue en provenance de la Chine et du Mexique, ainsi qu'à la hausse marquée de la valeur du dollar canadien, notamment en raison de l'augmentation de la valeur des matières premières, en particulier des hydrocarbures. Il affirme également que les irritants et embûches se multiplient entre le Canada et les États-Unis. Le souci de sécurité qui entoure la frontière constitue la première source de discorde : de plus en plus, l'obsession sécuritaire américaine pose des obstacles et des délais considérables à la frontière, entravant ainsi le cours du commerce entre les deux pays. De la même manière, l'obligation pour tout voyageur canadien de présenter un passeport lors de son passage à la frontière américaine – établie par le *Western Hemisphere Travel Initiative* – ainsi que les délais de construction du pont reliant la ville ontarienne de Windsor à Détroit, au Michigan, constituent d'autres éléments nuisibles à la santé des relations commerciales américano-canadiennes. Le *Buy American Act* demeure aussi un point de friction majeur entre les deux partenaires, cette mesure législative visant à obliger les fournisseurs américains à produire toute marchandise destinée aux marchés publics américains, avec des produits américains, ce qui limite considérablement les occasions d'affaires aux États-Unis pour les entreprises canadiennes. M. Grenier remarque qu'on note également une intensification du harcèlement fiscal des citoyens canadiens possédant la double nationalité canadienne et américaine par les autorités américaines. En outre, le projet de pipeline Keystone XL, qui aurait permis d'acheminer le pétrole canadien vers les raffineries de l'Illinois, de l'Oklahoma et du Texas, a causé des tensions entre les dirigeants américain et canadien en raison du refus du président Obama d'autoriser la mise sur pied de ce projet. Devant ce refus, le premier ministre Harper a annoncé qu'il se tournerait dorénavant vers l'Asie pour trouver de nouveaux débouchés commerciaux. La question du bois d'œuvre demeure également une source de litige entre les deux partenaires, malgré la prolongation de l'accord actuel, en vigueur depuis 2006, jusqu'en 2015. Finalement, M. Grenier explique que la demande de participation tardive du Canada à la table de négociations du partenariat Transpacifique (TPP) – un traité multilatéral de libre-échange visant à intégrer les économies asiatiques – obligera celui-ci à faire des concessions importantes pour pouvoir y participer, possiblement l'abandon de son système de gestion de l'offre.

M. Grenier évoque en second lieu la nature de la politique commerciale américaine telle qu'elle serait menée par un éventuel président Romney, advenant l'élection de l'ancien gouverneur du Massachusetts en novembre. Il affirme notamment qu'une administration fédérale dirigée par Romney se préoccuperait grandement de l'ascension économique de la Chine. Il chercherait également à renouveler l'autorité présidentielle de négocier des accords commerciaux sans l'aval du Congrès (*Trade Promotion Authority*), de compléter les négociations en vue du TPP et d'entreprendre de nouvelles négociations commerciales avec des pays partageant les mêmes valeurs économiques que les États-Unis (marchés ouverts, importance de l'entreprise privée, etc.) Selon M. Grenier, la politique commerciale sous le président Obama consiste en un programme plutôt modeste, marqué par la mise sur pied de mesures protectionnistes telles que le *Buy American Act* et par l'absence de progrès dans les négociations avec le Canada à l'Organisation mondiale du commerce.

- **Le Québec-U.S. Relations from a Vermont Perspective** – Lawrence Miller, secrétaire au Commerce, Gouvernement du Vermont

Le deuxième panéliste – Lawrence Miller, secrétaire du Commerce du Vermont – a abordé l'importance des relations entre l'État du Vermont et la province de Québec, expliquant notamment que le Vermont constitue « l'antichambre » de la politique américaine pour le Québec et que celui-ci est le premier exportateur de biens et services pour le Vermont. Il a mentionné en outre la volonté de solidifier la bonne relation entre les deux voisins et de faciliter les échanges commerciaux en encourageant la construction d'infrastructures, telles qu'un nouveau chemin de fer, permettant de lier le Vermont et le Québec plus directement. La présence de plusieurs entreprises québécoises au Vermont permet également un certain développement de l'économie en offrant de l'emploi à plusieurs centaines d'habitants de cet État. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent à quel point la relation entre les deux gouvernements doit

demeurer solide. Si l'on en croit M. Miller, la relation entretenue par le Vermont avec le Québec serait même plus étroite que les relations avec certains États de la Nouvelle-Angleterre. Leur coopération ne se limite pas au domaine économique. En effet, les deux partenaires travaillent conjointement en matière environnementale. Tous deux souhaitent développer leurs échanges en adoptant des mesures respectueuses pour l'environnement, notamment en favorisant l'utilisation d'énergies propres et en protégeant la qualité des eaux. Sur ce sujet, M. Miller a d'ailleurs affirmé la volonté du Vermont de faire cesser les activités de ses centrales nucléaires et de s'approvisionner davantage auprès d'Hydro-Québec. En matière d'immigration, depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis ont resserré leurs politiques dans ce domaine. Traverser la frontière entre les deux États nécessite dorénavant un passeport tant pour les Américains que pour les Canadiens. M. Miller a souligné que pour permettre la continuation et faciliter les échanges de différents types entre les deux partenaires, des politiques d'immigration et de surveillance à la frontière moins sévères seraient bénéfiques, ne serait-ce que pour une meilleure diffusion de la culture ou du savoir. D'ailleurs, le Vermont possède un système d'éducation riche et développé et accueille plusieurs programmes d'échanges étudiants. De plus, M. Miller a salué les bienfaits du système de santé gratuit et universel en vigueur au Québec et au Canada et a affirmé la volonté du Vermont de se doter d'un système semblable de payeur unique (*single-payer system*), permettant ainsi d'assurer un accès équitable à des soins de santé adéquats pour l'ensemble des habitants de l'État. Le secrétaire du Commerce s'inquiète également des impacts négatifs possibles de l'implantation de mesures économiques protectionnistes sur la vitalité des échanges commerciaux entre le Québec et le Vermont.

- Commentaire: Marc Croteau, sous-ministre, ministère des Relations internationales du Québec

Le troisième panéliste – Marc Croteau, sous-ministre au ministère des Relations internationales du Québec – a quant à lui commenté les propos des deux panellistes précédents. Il est surtout revenu sur les propos de M. Miller en ce qui concerne la relation entre le Vermont et le Québec, soulignant l'importance cruciale de ce partenariat. Sur le sujet de la possible construction d'un chemin de fer reliant le Vermont à Montréal, il a indiqué que le projet est actuellement en discussion et qu'il allait probablement être plus facile de réaliser ce projet, plutôt que celui reliant Montréal et New York, étant donné les défis topographiques que cela représenterait. M. Croteau réitère aussi les propos de Carl Grenier en expliquant que les politiques protectionnistes adoptées par l'administration américaine et la hausse de la valeur du dollar canadien ont eu beaucoup d'impacts sur les exportations canadiennes vers les États-Unis et sur le commerce entre les deux pays. Il attribue ce problème entre autres à la productivité insuffisante des entreprises canadiennes, qui rend impossible la diminution des coûts de production, et à la reprise d'une meilleure vitalité commerciale sur le marché américain. On comprend donc que la relation entre le Québec et le Vermont, quoique bien établie et privilégiée, est tout de même fragile, en raison de l'influence des exportations et des fluctuations de la valeur du dollar canadien. De plus, M. Croteau a rappelé que la grande concurrence exercée par les États du sud des États-Unis nuit à la compétitivité des entreprises canadiennes et québécoises en raison des politiques attractives mises de l'avant par ces États pour attirer des compagnies étrangères, notamment certaines établies au Québec. L'économie fragile n'est cependant pas le seul obstacle qui peut nuire aux échanges de différents types. La question de la sécurité est également une entrave à ceux-ci. C'est pourquoi il a indiqué que la meilleure solution serait de faire fonctionner parallèlement la sécurité et le commerce en atténuant les impacts négatifs causés par un trop grand contrôle aux frontières afin d'éviter les délais et de faciliter les échanges commerciaux.